

CE MONDE QUI BOUGE

Le marché mondial
du blé, le pétrole
et la faim

Par Hassane Zerrouky

Selon le PAM (Programme alimentaire mondial), 14,6 millions de personnes sont menacées par un désastre humanitaire dans la Corne de l'Afrique, ravagée par la sécheresse et des pénuries alimentaires, si les donateurs ne mobilisent pas très rapidement des fonds. Le problème est que les puissants de cette planète se désintéressent totalement de cette situation. Ce qui les préoccupe, en revanche, c'est plutôt la hausse des prix du pétrole qui nourrit le mécontentement de leurs concitoyens automobilistes. Certes, l'augmentation des prix de l'essence à la pompe touche à leur train de vie. Mais sans de très grandes conséquences, toutefois, sur leur niveau de vie en général d'autant qu'elle n'a pas les mêmes effets que celles du blé sur les populations des pays pauvres.

Il faut savoir que les prix du blé ont commencé à flamber bien avant ceux du pétrole et à un rythme plus élevé. Alors que le prix du baril de pétrole tournait autour de 60 dollars en 2006, celui de la tonne de blé dépassait déjà les 150 dollars. En 2007, le prix de la tonne de blé sur le marché de Chicago poursuivait sa hausse, atteignant le niveau record de 270 euros (soit près de 380 dollars) la tonne. Autrement dit, en l'espace d'une année, le prix de la tonne de blé a quasiment doublé, tandis que sur la même période, le prix du baril de pétrole se stabilisait autour de 80 dollars. Et de fait, il n'y a pas de rapport de cause à effet entre l'augmentation du prix du pétrole et l'envolée du prix du blé comme essaient de le montrer certains médias.

Certes, il ne faut pas nier que des facteurs structurels et de nature spéculative comme la demande croissante et la modification des habitudes alimentaires des pays émergents, mais aussi l'explosion de la production de biocarburants, sont à l'origine de la flambée des prix des céréales. Par exemple, en raison pas seulement de la sécheresse, mais aussi des surfaces affectées à la production de biocarburants (le blé éthanol), l'offre mondiale a été en 2006-07 inférieure à la demande alors qu'entre-temps, la population a augmenté. Mais, la logique néolibérale qui sous-tend cette mondialisation capitaliste reste la principale cause de l'envolée des prix des matières premières agricoles mais aussi de pétrole.

Les fonds de pension américains, par exemple, qui détenaient à fin 2004 plus de 6 000 milliards de dollars, investissent de plus en plus sur le marché du blé d'autant que ce dernier est la première céréale cultivée dans le monde et la première céréale échangée sur le marché mondial.

Ces fonds sont attirés par les possibilités de multiplication de gain dans une situation de rareté et de pénurie sans se soucier des conséquences qu'elles induisent sur les pays pauvres. A l'instar des traders sur le marché pétrolier qui spéculent sur le prix du baril dès qu'un attentat se produit quelque part au Moyen-Orient, les fonds de pension qui investissent dans le marché céréalier font de même : le climat, par exemple, est devenu une variable déterminante du prix du blé.

Pire, ils orientent de plus en plus le marché vers des cultures plus rentables comme le biocarburant censé remplacer un jour le pétrole avec pour conséquence moins de surfaces consacrées à la culture du blé et du maïs, donc une offre moindre par rapport à une demande croissante. Il ne faut donc pas chercher très loin l'une des causes des émeutes de la faim qui ont embrasé plusieurs pays du Tiers-Monde.

Quand on sait, par exemple, selon une hypothèse basse, qu'à l'horizon 2015, la population mondiale va augmenter de plus de 800 millions de personnes, nécessitant une production supplémentaire de 200 millions de tonnes de blé, les spéculateurs de tout ordre ont de la marge devant eux.

Ces spéculateurs capitalistes jouent avec la vie et la mort de plusieurs dizaines de millions de personnes dans le monde. Tant pis donc pour ces pays pauvres du Tiers-Monde qui n'ont pas les moyens de financer l'importation du blé pour les besoins de leur population !

H. Z.

NB. En raison de mon départ en congé d'été, cette chronique reprendra le jeudi 14 août. Merci à tous ces lecteurs du *Soir d'Algérie* d'avoir pris la patience de me lire.

Lahouari Addi répond
à M. Daho Ould Kablia

En votre qualité de président de l'Association nationale des anciens du MALG, vous avez répondu à mon article paru le 20 juillet dans ce même quotidien, utilisant une rhétorique que les lecteurs de la presse écrite croyaient révolue et qui ne correspond plus à la réalité politique et sociale de l'Algérie des années 2000. Il est bien sûr de votre droit de rester «congelé», mais vous n'avez pas le droit de faire des procès d'intention en affirmant que mon texte était «un réquisitoire». J'ai bien précisé que les Algériens étaient attachés affectivement à leur armée parce qu'elle fait partie de leur histoire. Par conséquent, si vous voulez ouvrir le débat, il faut qu'il soit loyal et sans coups bas, sinon restez dans votre bulle, enfermé dans un passé quasi-imaginaire dont vous tirez profit et n'accusez pas ceux qui ne sont pas d'accord avec vous.

Vous me récusez le droit de parler de Abdelhafid Boussouf et de ses méthodes en corroborant précisément ce que j'appelle «le réflexe Boussouf» qui a trouvé son prolongement dans les vicissitudes de la construction de l'Etat post-indépendance.

Vous allez même plus loin, me conseillant de rester dans «ma nouvelle patrie» (la France), insinuant que les cinq millions d'Algériens qui sont à l'étranger ont choisi une nouvelle patrie, et que les millions d'Algériens qui veulent partir sont à la recherche d'une nouvelle patrie ! C'est grave, M. Daho Ould Kablia, ce que vous dites. Ce n'est pas de l'inconscience, c'est de l'aliénation. Vous confirmez là votre apolitisme que vous avez déjà montré en accusant les Marocains, les Tunisiens et les Egyptiens de ne pas nous avoir aidés durant la guerre de Libération, ignorant totalement la géographie : Ghardimaou se situe en Tunisie et Oujda au Maroc ! Sans l'aide de nos frères marocains et tunisiens, l'armée coloniale aurait étouffé les maquis de l'ALN. Je vous rappelle que durant toute la révolution, Boussouf était entre Oujda, Le Caire et Tunis, où le FLN avait ses bases logistiques qui lui ont permis d'atteindre ses objectifs.

Cette fois-ci, vous récidivez contre des compatriotes en leur déniaient le droit d'être algériens parce qu'ils souhaitent que l'armée se conforme à la Constitution. C'est cela la mystique nationaliste qui crée une Algérie imaginaire et abstraite que vous opposez à des Algériens en chair et en os et qui, pour vous, sont des traîtres. Vous n'osez pas le mot, mais votre écrit le suggère clairement. Que vous le vouliez ou non, chaque Algérien est attaché à son pays et vous n'avez aucun droit de nier le sentiment patriotique des uns ou des autres. Même sur les harraga, preuve tragique du bilan désastreux de votre gouvernement, vous n'avez pas le droit de porter un tel jugement. Le précédent chef du gouvernement a même eu l'outrecuidance, sans rire, d'affirmer lors d'un colloque à Alger que les harraga quittent le pays pour se marier avec des blondes ! Voilà le personnel politique qui nous est imposé sans qu'il soit élu, caractérisé par l'incompétence et l'arrogance que cache mal une surenchère nationaliste cousue de fil blanc.

Vous n'avez pas le monopole de la patrie, M. Ould Kablia. Boussouf avait les circonstances atténuantes : nous étions en guerre, mais vous, vous n'en avez aucune. Nous ne sommes pas en guerre, à moins que vous n'es-



timiez que votre gouvernement est en guerre contre le peuple ou une partie du peuple. Vous n'avez même pas compris mon propos sur Boussouf. Ce personnage appartient à l'histoire et il fait partie du patrimoine public, ce qui autorise n'importe qui à porter un jugement sur lui. A l'été 1962, une journaliste étrangère avait demandé à Abdelhafid Boussouf s'il avait la conscience tranquille après tout ce dont il avait été accusé. Il lui avait répondu : «Mais Madame, seuls ont les mains pures ceux qui n'ont pas de mains», reprenant le mot du philosophe allemand Immanuel Kant.

Cette réponse ne s'adressait pas à un procureur d'un tribunal mais à l'Histoire et aux générations futures. Il a justifié ce qu'il avait fait et c'est aux historiens de juger. Boussouf était marqué par l'ordre colonial injuste qu'il cherchait à détruire par la violence. La radicalité du système colonial l'a forgé dans son intolérance et dans sa suspicion. Il se méfiait même de son ombre.

Comme les militants de sa génération, il portait en lui les limites culturelles de sa société, notre société figée par l'ordre colonial dans son retard sur l'Europe. Le populisme révolutionnaire dont il était l'un des représentants a rencontré un écho auprès de larges couches de la population qui aspirait à finir avec l'ordre colonial. Mais pour autant, doit-on sacrifier cette génération et la soustraire aux investigations du débat critique ? Et comment ne pas faire le lien entre les limites idéologiques du nationalisme algérien dans sa phase de formation avec l'impossibilité de construire un Etat de droit cinquante ans après l'Indépendance ?

Vous me refusez le droit de réfléchir sur ce lien ? Vous n'acceptez les débats sur l'histoire que s'ils sont apologistiques et menés avec la langue de bois que vous maniez comme un ébéniste expérimenté, comme le montre votre réponse parue dans *Le Soir d'Algérie*.

Vous faites partie de cette élite civile cooptée depuis 50 ans par l'armée et dont le bilan est négatif de A à Z. Pour faire diversion, vous jouez au nationaliste pur et dur, m'accusant d'être contre l'institution militaire et me refusant le droit d'aspirer en tant que citoyen à une armée professionnelle, moderne et surtout respectueuse de la Constitution. Vous considérez qu'une telle armée serait «aveugle, sourde, aphone, et probablement paraplégique», ajoutant même que dans les pays les plus démocratiques, l'armée est «un rempart solide... une force forcément politique...».

Vous êtes dans la position du flatteur qui vit aux dépens de celui qui l'écoute. Vous flattez l'armée pour assouvir votre intérêt personnel et, ce

faisant, le discours que vous tenez la met dans une impasse politique dont on ne voit pas l'issue.

Les officiers et les jeunes du Service national n'osent plus se montrer en tenue de sortie les jours de fête dans les villes et villages comme il y a quelques années. Pourquoi ?

Selon vous, l'armée «fait face aux dangers ... dont celui de l'éclatement de l'unité intérieure...», ou plus grave «celui qui a failli emporter l'Etat, pulvériser le ciment social, plonger la nation dans un système d'un autre âge», comme si celui que nous vivons aujourd'hui était post-moderne ! C'est exactement cela la «culture Boussouf» : sans le contrôle de l'armée sur l'Etat et sans sa substitution au suffrage populaire au détriment de l'électorat composé de civils au nationalisme tiède, l'Algérie disparaîtrait !

Votre montre, M. Ould Kablia, s'est arrêtée en 1962 et votre culture politique n'a pas changé d'un iota. Vous croyez même à la régularité du «suffrage populaire tel qu'il se pratique dans notre pays», affirmant sans rire que les Algériens ont choisi leurs dirigeants.

Ou bien vous êtes naïf, ou bien vous êtes cynique. Vous demandez ensuite à ce «qu'on laisse l'institution militaire achever sa mission contre les ennemis de la nation en tous genres». Je voudrais vous poser la double question suivante : qui sont ces ennemis de la nation et quand cette mission de l'armée prendra-t-elle fin ? Considérez-vous que ces ennemis sont des Algériens qui veulent détruire leur propre nation ?

Je suspecte que tout ce discours irréaliste ne serve qu'à cacher un intérêt personnel : celui d'être désigné et non élu à des fonctions officielles. La preuve ? Vous étiez déjà préfet à Oran quand j'étais lycéen ; je vais bientôt partir à la retraite et vous êtes encore ministre ! En sociologie politique, la privatisation de l'autorité publique s'appelle néo-patrimonialisme.

L'Etat y est considéré comme un patrimoine d'une élite civile qui demande à l'armée d'être la seule source de légitimité et unique organe de cooptation de responsables politiques qui y trouvent une rente à vie juteuse. Et tant pis pour l'Algérie et ses intérêts supérieurs, et tant pis pour l'avenir des générations futures. Après moi, le déluge.

J'arrête là cette lettre ouverte, mais je voudrais vous renvoyer à mes livres et articles relatifs à la «régression féconde» que vous citez en ironisant. Vous n'y avez pas réfléchi parce que pour vous, l'alternance électorale — que l'armée aurait pu garantir — est la fin d'un monde, celui de la cooptation qui permet de ne rendre des comptes ni à l'électorat ni à la justice en cas de mauvaise gestion des ressources publiques. L'armée est généreuse, et il suffit de la flatter. Mais un jour, ses officiers se rendront compte que le jeu ne vaut pas la chandelle et accepteront des réformes comme celles mises en œuvre en Amérique latine, où un pays comme le Brésil est en train de devenir un géant mondial.

Je vous transmets, malgré tout, mes salutations patriotiques de l'étranger, où même si «on n'emporte pas la patrie à la semelle de ses pieds», elle reste, qu'on le veuille ou non, dans le cœur.

Lahouari Addi
Professeur des universités